



bulletin d'analyses et de discussions marxistes

www.npa-debatrevolutionnaire.org

N°18 - vendredi 18 décembre 2009

Dans ce numéro :

- La dette publique, tribut payé par l'humanité à la finance
- Crise d'identité au NPA ou la démocratie politique à l'œuvre ?
- 49^{ème} congrès de la CGT : une brèche s'ouvre pour une orientation de lutte de classe

La dette publique, tribut payé par l'humanité à la finance

Depuis quelques semaines, les rodomontades sur la « sortie de crise » ont laissé place à la crainte que l'endettement des Etats n'en mène certains à la faillite. Après Dubaï, c'est la Grèce, dont la dette atteint 120 % du PIB qui est aujourd'hui au centre de ces inquiétudes, suivie, en Europe, par le Portugal, l'Italie, l'Espagne...

Mais, pour diverses agences de notation (dont la spécialité est d'évaluer la fiabilité d'un emprunteur à rembourser ses dettes...), ces craintes concernent également les pays riches, dont les « *dettes souveraines* » sont la « *première menace économique à moyen terme* ». C'est le cas des États-Unis, de la Grande Bretagne, ou encore de la France, dont, d'après le rapporteur UMP du Budget à l'Assemblée Nationale, la dette publique, aggravée par le Grand emprunt de Sarkozy, devrait atteindre 90 %, voire 100 % du PIB en 2011. La charge de la dette, ce que l'État paye tous les ans en intérêts augmenterait de 20 milliards, pour atteindre 80 milliards en 2012, soit une augmentation de 33 %.

On nous présente ces dettes abyssales comme une conséquence inévitable de la crise, le prix à payer pour relancer l'économie et éviter le pire. Mais outre le fait que la fuite en avant de l'endettement avait commencé bien avant le déclenchement de la crise, elle est un des mécanismes centraux de l'accaparement des richesses collectives par les classes dominantes.

La dette a permis à l'aristocratie financière internationale, par le biais du FMI et de la Banque mondiale, de saigner à blanc les populations des pays pauvres. Mais les dizaines de milliards d'euros que l'État français verse tous les ans aux frais du contribuable à ses créanciers le prouvent largement : la dette publique est aussi un moyen, pour les capitalistes, de s'assurer des profits sur le dos des populations des pays riches. Elle constitue une garantie de profits pour leurs capitaux, à l'abri des aléas de la production industrielle et du crédit financier privé.

Avec la crise du crédit et la récession économique, le phénomène ne peut que s'accroître. Pour faire face à des échéances exceptionnelles qui trouvent leur origine dans le soutien du système financier, l'État emprunte sur les marchés financiers, c'est-à-dire aux Banques, ce même argent qu'il leur donne par ailleurs sous forme d'aides... Et comme il leur paye en plus des intérêts, c'est double profit pour ces dernières !

Si la crise est bien à l'origine de l'aggravation brutale de l'endettement des États, cela n'est pas parce qu'ils y seraient contraints par des lois économiques incontournables, c'est afin que les capitalistes puissent continuer à voir fructifier leurs capitaux malgré la récession et la crise du crédit privé. Au risque de conduire les États au bord de la faillite, c'est-à-dire à remettre en cause leur capacité à assurer la charge de la dette...

Bien sûr, Woerth, ministre du budget, a assuré que la charge du Grand emprunt, entre 800 millions et un milliard d'euros, n'entraînerait pas d'augmentation d'impôts et serait « *gagée sur les dépenses de fonctionnement de l'Etat* ». Pas touche au bouclier fiscal donc, pas touche à la politique d'exonérations de toute sorte à destination des patrons...

Par contre, la population laborieuse continuera à payer la facture, par le biais des impôts indirects comme la TVA et toute une flopée de taxes, dont la dernière en date est la fameuse « *taxe carbone* » proposée par le socialiste Rocard. Par

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galia Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, s'abonner à cette lettre : dr@npa-debatrevolutionnaire.org

le biais également de la régression des services publics, des prestations sociales, des retraites. Par les dizaines de milliers d'emplois qui vont disparaître, si les travailleurs ne s'y opposent pas, avec la poursuite de la politique d'économies sur « les dépenses de fonctionnement de l'État »...

Impôts et dette publique sont les deux pôles d'un mécanisme par lequel les États organisent à grande échelle le transfert dans les poches d'une aristocratie financière parasitaire d'une partie toujours plus grande des salaires, des maigres revenus que la population laborieuse du monde entier gagne par son travail.

La crise accentue la tendance, conduisant le système à l'impasse. Le premier ministre grec, Papandréou, envisageait lundi, pour « rassurer les marchés obligataires », de diminuer les prestations sociales et de geler les salaires des fonctionnaires touchant plus de 2 000 euros par mois... Mais il n'est pas dit que la contestation sociale ne l'oblige pas à remballer son plan, expression du fait que l'issue à la crise du capitalisme réside justement dans sa contestation, sur le terrain de la lutte des classes.

Face à la logique mortifère de la politique de la bourgeoisie, il n'y a pas d'autre solution, pour les salariés et la population, que d'exiger la satisfaction de leurs propres intérêts. Et d'imposer la seule mesure raisonnable qui puisse venir à bout de la spirale infernale de l'endettement de l'État : l'annulation pure et simple de la dette publique.

Daniel Minvielle

[Au sommaire](#)

Crise d'identité du NPA ou la démocratie révolutionnaire à l'œuvre ?

L'enjeu du conseil politique national du NPA qui s'est tenu le week-end dernier était d'importance puisqu'il s'agissait de dégager les enseignements des discussions en vue des élections régionales avec les antilibéraux ainsi que de la consultation qui venait de se dérouler en son sein. La tâche était difficile puisque cette dernière n'avait pas permis qu'émerge une opinion majoritaire. Aussitôt, certains commentateurs parlent de crise d'identité, de signal d'alarme, de « turbulence »... Certes personne ne contestera que le fait que la majorité soit bien peu majoritaire constitue d'une certaine façon une crise. Mais faut-il encore s'entendre sur le sens du moment. S'il s'agit d'un moment d'évolution, de transformation au cours du processus que nous avons initié, oui, mais c'est une bonne chose, une nécessité même.

Confrontés à des choix tactiques, aux pressions des partenaires antilibéraux avec lesquels nous avons engagé les discussions, à une situation sociale et politique difficile, les camarades du NPA discutent, s'interrogent, quoi de plus normal pour celles et ceux qui ont eu l'audace de s'engager ensemble dans un processus inédit pour tenter de répondre à la faillite de la gauche politique et syndicale. C'est même un signe de bonne santé. Et quoi d'étonnant que dans un jeune parti les camarades se divisent sans que, pour autant, cela renvoie à des divergences cristallisées. Quoi d'étonnant aussi que la position majoritaire soit contestée alors que les discussions unitaires ont abouti à une rupture au niveau national ou à des ruptures annoncées dans la plupart des régions. La position A qui assumait cette rupture était difficile à porter, il y a une certaine logique dans le fait qu'elle ait cristallisé les déceptions voire les désillusions. Même si cela ne suffit certes pas à expliquer cette contestation qui renvoie aussi à ses propres ambiguïtés, hésitations, faiblesses, nous y reviendrons. Mais la discussion engagée au sein du NPA, loin de l'affaiblir, est nécessaire pour qu'ensemble nous construisions une plus grande cohérence. Notre cohésion politique ne se construit pas par en haut, dans une logique d'appareil, mais par en bas dans une logique démocratique et révolutionnaire.

Un acquis démocratique

Ce premier moment de débat national autour de différentes positions est en soi un pas en avant. De la démarche consensuelle qui a prévalu depuis la fondation du parti nous sommes passés à la confrontation des points de vue, de la compréhension que les uns et les autres nous pouvions avoir du processus et des choix auxquels il est confronté. Moment décisif pour forger notre unité, nous approprier collectivement le NPA, à condition de ne pas discuter des résultats en simples termes de majorité-minorité mais en termes de discussion démocratique entre révolutionnaires.

En effet, la consultation que nous avons organisée n'a rien à voir avec un simple vote tel que le PS ou d'autres le font, elle est bien un débat, la mise en œuvre d'une démocratie révolutionnaire. Loin de l'état d'esprit des batailles parlementaires, notre démocratie est respectueuse des différentes positions, permet à chacun de mieux s'approprier la réalité du débat, son contenu, la situation du parti lui-même. Elle laisse la place aux évolutions.

Des points d'appui pour rassembler le parti

Le premier, faut-il le souligner, est cet acquis démocratique. Pour avancer, dépasser nos propres contradictions, il fallait que les points de vue se formulent, s'expriment dans une démarche ouverte sans esprit fractionnel.

Les votes contradictoires ne renvoient pas nécessairement à des divergences de fond. La consultation portait sur une

question de tactique électorale, il ne s'agit pas de sur-interpréter les désaccords. On ne peut que regretter les mises en scène dramatisant les enjeux de la discussion comme si telle position pouvait être responsable de toutes nos difficultés et telle autre ouvrir la porte du succès !

Ensuite, et le dernier Conseil politique national en atteste, l'éclatement du parti en trois positions dont aucune n'a une réelle majorité n'exprime qu'une part de la réalité. Derrière cet éclatement il y a des préoccupations communes, des orientations politiques proches et des points d'appui pour réunir la grande majorité des camarades. C'est ce qui a permis que se dégage sur les points essentiels, dont le contenu de notre campagne, une large majorité au dernier CPN. C'est ce qui maintenant devrait nous permettre de nous rassembler pour mener campagne.

Nous verrons ce qui sortira au final des discussions au niveau des régions mais les positions, cohérentes et logiques -il faut le souligner- du PC ruinent la position qui s'acharnait à croire que tout était encore possible. Il est évident que quelles que soient les concessions que nous aurions pu faire, le PC ne voulait pas d'un accord avec nous. Sauf bien sûr de venir sur ses positions, constituer des listes autonomes pour mieux aboutir à des majorités de gestion de toute la gauche. Autant rejoindre le Front de gauche et liquider le NPA ! Quant à faire un geste de plus pour faire une démonstration, il n'y en avait pas besoin, le PC assumait pleinement et la rupture et ses raisons politiques. A nous aussi de l'assumer.

Et surtout la vraie discussion est de savoir quelle démonstration nous voulons faire ? Que nous sommes les plus unitaires ou les raisons fondamentales de la rupture ?

Dans le premier cas, nous sommes dans une logique d'unité pour l'unité, qui nous conduirait de compromis en compromis à être prêts à participer à des listes n'ayant d'autre ambition que de constituer pour le deuxième tour et après des majorités de gestion de toute la gauche.

Or c'est bien là la cause fondamentale de la rupture avec le Front de gauche, nous voulons, nous, l'unité dans la clarté pour exprimer et répondre aux besoins des travailleurs, porter les luttes et mobilisations. Et le fond de la discussion est bien là.

Tout le monde est d'accord sur la justesse de la politique qui cherche à combiner défense de la politique de parti et démarche unitaire. La difficulté est l'articulation des deux dans une politique pratique concrète. Il n'y en a pas de mode d'emploi qui résoudrait par avance la difficulté.

Une expérience qui exige des clarifications

Cette difficulté s'est traduite par une certaine confusion qui a déstabilisé le parti. Certains regrettent que l'unité ait échoué, d'autres que le parti n'ait pas assez assumé sa personnalité, cela renvoie à un désarroi bien plus qu'à des divergences formalisées. Les hésitations de la majorité de la direction ont semé le doute. Aller de l'avant suppose de dépasser les raisonnements politiques qui sont à l'origine de nos faiblesses.

Déjà, lors de la campagne des européennes nous avons connu la même faiblesse, oscillant entre un certain gauchisme prenant au premier degré le lien entre campagne électorale et luttes, grève générale, au moment où le mouvement connaissait un recul, et une timidité pour répondre avec suffisamment de clarté politique à la démagogie unitaire du PG. Elle nous avait gênés pour mener une campagne s'adressant largement aux classes populaires, à toutes celles et ceux qui sont écœurés par les jeux politiques et se réfugient dans l'abstention.

Nous avons à nouveau cédé aux mêmes défauts. Et cela dès fin juin avec la rencontre avec le PG et la déclaration commune qui en est sortie. Au lieu de nous limiter à une déclaration prenant acte de la rencontre et de nos convergences face à la crise, nous avons accepté de laisser entendre qu'un accord était en route. Cette déclaration pouvait de plus être comprise comme un désaveu de notre campagne européenne.

Chacun se souvient de la suite. Mélenchon annonçant à la radio un accord pour les régionales et la stupeur des camarades, le désarroi, voire la révolte.

A la rentrée, après l'université d'été, la direction s'est ressaisie pour engager les discussions unitaires sur des bases correctes ce qui a abouti à la déclaration commune du 28 septembre. Mais nos faiblesses nous ont rattrapés après que le PC ait adopté et lancé son offre politique qui définissait clairement son objectif : aboutir à des majorités de gestion de toute la gauche dans la continuité des majorités sortantes. A partir du moment où le Front de gauche se ralliait à cette position, il n'y avait plus d'accord possible, il fallait en prendre acte et faire la démonstration large et publique de la divergence qui rendait un accord impossible.

Au lieu de cela, comme une majorité de la direction le souhaitait, nous avons négocié non sur le fond mais sur les formules, cherchant un compromis impossible qui rendait confuse, voire incompréhensible notre propre démarche.

La difficulté à choisir entre unité pour l'unité et l'unité pour aider aux luttes et aux mobilisations s'est manifestée dans notre difficulté à porter le débat sur la place publique si ce n'est grâce à Olivier Besancenot, au point que la presse a pu souligner un décalage entre ses déclarations et une certaine confusion de la direction. Elle s'est aussi manifestée dans notre difficulté à aider l'ensemble des comités à s'emparer du débat, à faire pression sur nos partenaires. Nous n'avons

pas assez conçu l'unité comme une bataille politique publique fonction du rapport de force mais plutôt comme une négociation où il s'agissait de trouver la bonne formule tout en jouant des contradictions de nos partenaires.

Assumer notre personnalité, un parti pour les luttes des travailleurs et de la jeunesse

Les débats qui divisent aujourd'hui le NPA participent d'une crise de croissance à travers laquelle le parti se regroupe, mûrit, affirme sa personnalité, gagne en confiance, en compétence. Nous avons à faire ensemble une nouvelle expérience pour ensemble, dans des rapports démocratiques et solidaires, en tirer les enseignements, avec esprit critique, renforcer le parti.

C'est aujourd'hui le défi que nous avons tous à relever en nous engageant dans la campagne pour les régionales en lien et continuité avec l'ensemble de notre activité, en particulier notre intervention dans les entreprises, les quartiers, notre travail de recrutement au sein de la jeunesse. Ce défi ne relève pas que de la bonne volonté mais de notre capacité à faire les bilans, à apprendre ensemble de chacune des expériences.

La question de comment se combine la construction du parti des travailleurs et la question de l'unité est compliquée, elle n'a pas de réponse toute faite. C'est une politique qui se discute à chaque étape, se corrige, connaît des hauts et des bas...

Il s'agit de concevoir la démarche unitaire comme une politique pour le parti, une politique pour les luttes, une politique pour aider aux évolutions des consciences, à la politisation.

Cela n'épuise pas le débat. A chaque étape les deux pôles de la contradiction sont à l'œuvre, exercent leur pression... Et la rupture avec le Front de gauche pour les régionales n'épuise pas non plus le débat. Notre orientation n'est pas « caduque », elle garde toute sa pertinence. Un des pièges que nous avons devant nous serait de faire l'opposé des européennes. Alors que nous nous sommes alors de trop justifiés, il serait erroné de trop attaquer. Le PC est certes responsable de la rupture, mais pas coupable devant le tribunal de l'unité ! Nous faisons de la politique, nous regrettons que l'unité n'ait pas été possible mais cela renvoie non pas à des attitudes morales, l'unité étant posée comme un but en soi, mais à la politique, un désaccord de fond. Cela veut dire que nous continuons à militer pour l'unité chaque fois que c'est possible et utile tout en menant publiquement le débat sur les obstacles à l'unité, les raisons politiques de son échec : une trop grande dépendance, plus grande vis à vis des institutions que vis-à-vis de la défense des intérêts des travailleurs et des classes populaires.

Les désaccords qui se sont exprimés à travers la consultation n'empêchent pas le parti de se retrouver, de se réunir pour faire face à ses responsabilités. L'urgence est de commencer la campagne des régionales pour défendre et populariser notre politique, construire, recruter, éduquer à travers la bataille politique dans laquelle, de fait, nous sommes tous engagés. Une campagne pour l'unité des travailleurs, de leurs organisations pour répondre aux attaques de la droite et du patronat sur leur propre terrain, celui des luttes sociales et politiques, celui de leur indépendance de classe.

Une nouvelle étape s'ouvre pour le processus du NPA. Après la première étape de fondation et des premiers pas, la confrontation avec les forces antilibérales a placé le parti en position d'affirmer sa propre personnalité, de donner un contenu concret, pratique, dynamique à l'idée du parti pour les luttes, parti pour la transformation révolutionnaire de la société. L'enjeu de la période est bien là, affirmer la physionomie, la personnalité, le caractère du nouveau parti, à la fois démocratique et révolutionnaire. Cette bataille se mène dans l'arène politique la plus large contre la droite et l'extrême droite, en poursuivant la confrontation politique avec la gauche libérale mais aussi avec les forces à la gauche du PS, le Front de gauche et ses satellites comme avec Lutte ouvrière. Elle se mène aussi en poursuivant le débat interne pour dégager ce qui nous réunit des influences qui nous affaiblissent, pour faire vivre la démocratie la plus large, une démocratie directe qui rompe avec le fonctionnement des appareils, une démocratie vivante capable d'associer et qui, pour cela, ne craint ni les désaccords ni les confrontations, convaincue que ce n'est que de ce bouillonnement militant, politique, intellectuel que peut naître un nouveau parti.

Loin de cristalliser les trois positions qui se sont dégagées à travers la consultation, il nous faut au contraire relancer le débat, l'approfondir à la lumière de l'expérience collective qui déjà unit les militantes et les militants du NPA.

Une nouvelle étape commence et la campagne à venir nous permettra de conquérir une plus grande autonomie politique pour que le NPA devienne, collectivement, plus à même de défendre sa propre politique tout en œuvrant à l'unité, en toute clarté.

Isabelle Ufferte, Yvan Lemaitre

[Au sommaire](#)

49^{ème} congrès de la CGT : une brèche s'ouvre pour une orientation de lutte de classe

Le « 4^{ème} mandat de B. Thibault démarre dans l'incertitude » titrait les Echos en fin du 49^{ème} congrès de la CGT. Sous l'effet de la crise qui déstabilise la direction et sa politique d'accompagnement du capitalisme, une brèche s'est ouverte à l'occasion du congrès où des militants ont exprimé leur volonté d'en découdre face au patronat et au gouvernement en défendant une orientation syndicale sur le terrain de la lutte de classe.

A la clôture du congrès, Thibault a tenté d'isoler l'opposition en déclarant « la CGT n'est pas une organisation qui peut fonctionner avec des écuries ou des tendances »... Tout en disant « comprendre les impatiences qui s'expriment (...) dans une situation de crise économique et sociale d'une profondeur inédite » pour donner le change aux critiques qui se sont largement entendues.

Mais de fait, ce congrès ouvre des possibilités nouvelles, en particulier celle de faire vivre la démocratie face à l'appareil déstabilisé par la crise.

Le ras-le-bol de la politique du dialogue social

Les luttes sans lendemain du premier semestre, laissant isolés les salariés qui se battaient contre les premiers plans de licenciements, ont créé un mécontentement profond. Sous le prétexte de maintenir « l'unité » avec l'ensemble des syndicats, la direction de la CGT n'a eu aucune politique pour construire une réelle convergence des luttes. Alors que patronat et gouvernement s'en prenaient au monde du travail pour faire payer leur crise, les directions des grandes confédérations ont refusé l'affrontement avec le pouvoir.

Sarkozy les en félicite, comme lors de son discours à Toulon début décembre : « Franchement, dans la crise patronat comme syndicats de salariés ont été responsables, crédibles, mesurés, la France peut être fière de son mouvement syndical et de ses organisations de chefs d'entreprises ». Quel éloge !

La presse s'est d'ailleurs fait l'écho des relations entre Sarkozy et Thibault, montrant comment le gouvernement a fait passer ses contre-réformes par la méthode du « dialogue social », en cherchant à instrumentaliser les directions syndicales, en particulier la CGT, pour paralyser et neutraliser la colère du monde du travail. Thibault s'est même senti obligé de s'en justifier en début de congrès en déclarant : « je ne suis pas frappé de sarkozisme aigu » !

Mais le mécontentement s'affiche de plus en plus face à cette politique. Lors de la manifestation du 22 octobre, le discours de Thibault a été accueilli avec des sifflets. La fédération de la Chimie a protesté contre la participation aux Etats généraux de l'Industrie en écrivant à la confédération que « la CGT ne doit pas se laisser instrumentaliser dans une manœuvre politicienne ». Les militants de la Caisse des dépôts ont initié un appel au congrès pour « un vrai débat libre, ouvert et démocratique » en revendiquant que tous les amendements soient débattus et votés ainsi que toutes les candidatures. Des amendements sur les luttes, des revendications offensives et chiffrées sur les salaires, les retraites, contre les licenciements ont été posés par des syndicats.

La candidature de Jean Pierre Delannoy, en osant poser le problème d'une autre orientation et donc d'une autre direction pour la porter, a contribué à lancer le débat sur la nécessité de faire vivre largement les idées de la lutte de classe pour organiser la riposte du monde du travail face à la crise.

Pour donner le change, Thibault a même déclaré dans la presse : « Nous sommes une organisation démocratique : cela veut dire assumer le débat. Et pour qu'il y ait débat, il faut qu'il y ait des positions différentes ».

Effectivement, la direction n'a pas pu empêcher le débat d'avoir lieu tout au long du congrès.

Malgré les verrouillages et les pressions, le débat s'impose

La critique de la politique de la confédération face aux luttes de cette année s'est faite entendre dès le débat sur le bilan d'activité. Pour Thibault, dans une interview au Figaro : « le premier semestre 2009 a été caractérisé par des journées de mobilisation exceptionnelles et par de nombreux conflits disparates. Nous avons ensuite buté sur un problème structurel : la faiblesse de l'implantation syndicale dans les entreprises ».

Alors que des luttes radicales se développaient en même temps que des journées avec des millions de salariés, la direction explique l'absence d'initiatives nationales conséquentes par... le manque de syndiqués voire même par l'absence de volonté des salariés de se battre ! Dans le texte d'orientation, il n'y a pas un mot de critique sur l'intersyndicale et la conduite des luttes de cette année. Le seul problème posé par la direction confédérale est celui de la syndicalisation et des réformes de structures.

Des militants sont intervenus pour souligner les décalages entre l'appareil et la révolte des salariés sur le terrain, qui s'est retrouvé dans la timidité de la plateforme commune de janvier. L'intervention d'Alexis Antoine de Molex appelant à la solidarité face à la répression des patrons et de l'Etat, avec les salariés de Freescale, d'EDF et de Continental, a été très

applaudie... Même lorsqu'il interpelle la confédération sur son silence vis-à-vis des Conti en rajoutant : « j'ai l'impression parfois de faire parti d'une énorme machine où la bureaucratie gangrène son fonctionnement et son efficacité sur le terrain, là où les batailles se mènent ! ».

Jean-Pierre Delannoy est également intervenu dans ce débat sur quelle politique pour les luttes : « L'unité d'action doit se faire à partir des revendications des salariés et non dans la démarche consensuelle entre les Confédérations syndicales dans laquelle les salariés ne se retrouvent pas, ni dans le contenu ni dans la stratégie de luttes.

Ce n'est pas d'une restructuration interne dont nous avons besoin pour développer les luttes et pour permettre une syndicalisation massive, mais d'une ligne offensive et clairement du côté de la lutte des classes ! » (Voir son intervention intégrale : <http://cgt-luttedec classe.org/spip.php?article41>).

Le vote du rapport d'activité a exprimé une contestation réelle. Pour 71,3 %, contre 21 %, abstention 7,7 %, sachant que les votes officiels ne tiennent pas compte des abstentions et que les délégués étaient appelés à voter pour lorsque les syndicats qu'ils représentaient ne s'étaient pas exprimés (sans parler des quelques coups de fil aux délégués qui ne votaient pas dans la ligne...).

Conséquence du débat sur le bilan des luttes, la discussion sur les revendications a été également animée. Faut-il continuer de s'adapter et d'accompagner les reculs ou préparer les conditions pour une riposte d'ensemble, en affirmant la volonté légitime du monde du travail de ne pas payer la crise du système capitaliste ?

Des délégués ont ainsi critiqué cette nébuleuse du « nouveau statut du travail salarié », où la notion même de licenciement disparaît au nom d'hypothétiques « droits nouveaux » qui seraient maintenus pour le salarié qui quitterait son emploi. Tout cela va dans le sens de l'accompagnement de la crise du capitalisme, comme la récente proposition du Medef de la « mobilité professionnelle individuelle sécurisée »... permettant aux patrons de licencier sans aucune obligation si le salarié « accepte » de partir vers une autre entreprise.

Mais face à la crise, l'urgence est d'abord d'affirmer l'illégitimité de tous les licenciements et de réclamer leur interdiction. Comme l'ont dit plusieurs délégués, pourquoi ce nouveau statut alors qu'il faut défendre les statuts qui existent déjà : celui de la fonction publique en revendiquant la titularisation de tous les salariés travaillant dans le secteur public, celui du CDI dans le privé en exigeant la transformation de tous les contrats précaires en CDI.

De même sur les retraites, des militants ont combattu le texte d'orientation sur la « maison commune des retraites », surgie d'on ne sait où alors que le gouvernement s'apprête à lancer une offensive majeure contre les retraites avec le rapport du COR préconisant un système sans âge défini de départ. Des militants ont au contraire affirmé la légitimité des 37,5 annuités maximum de cotisation pour tous, avec une retraite à 60 ans maximum et à taux plein, pour être offensif et cesser d'accompagner les mauvais coups... pendant que Thibault expliquait dans *le Monde* : « Les 37,5 années de cotisation ce n'est plus la position de la CGT depuis deux congrès ».

Des délégués sont également intervenus sur la question de l'unité : si elle est indispensable pour imposer les revendications urgentes du monde du travail, de quelle unité avons-nous besoin ? Pas de celle du sommet basée sur le plus petit dénominateur commun, comme la plateforme commune de janvier 2009, mais une unité basée sur des revendications claires et offensives.

La volonté de réformes des structures de la CGT par la direction a suscité également des interventions critiques. D'abord sur la question de la représentativité et de la position commune signée par la CGT, la CFDT et le Medef, qui met les plus petits syndicats dans une situation critique et qui va dans le sens de l'institutionnalisation des syndicats, renforçant la politique des patrons et de l'Etat sur le terrain du « dialogue social ». Mais des interventions ont aussi contesté la proposition de remettre en cause, dans le texte d'orientation, le syndicat comme structure de base sous prétexte que le syndicat dans les entreprises ne suffit plus, vu « l'éclatement du salariat ». Au contraire, beaucoup de camarades sont intervenus pour dire qu'il fallait aider les camarades dans les entreprises, renforcer les UL, comme outil de convergence des luttes.

Au final, le vote sur l'orientation a traduit lui aussi le mécontentement avec 73,25 % de pour, 20 % de contre et 6,7 % d'abstentions. Dans ce climat, Thibault a même du reculer en décommandant la venue de Chèreque qu'il ne voulait pas voir chahuté... Tout un symbole qui montre à quel point l'appareil a du mal à soumettre les militants à sa politique,

Faire vivre la démocratie dans la CGT

Le discours de clôture de Thibault était clair : « avec 77% des suffrages exprimés, notre bilan d'activité sur ces trois dernières années a été clairement validé. 77%, c'est un score très honorable pour une direction réputée être coupée de sa base ». Pour l'appareil, la majorité a tranché, le débat est clos... Mais l'affaire ne s'arrête pas là.

Le débat s'est imposé et il nous faut le continuer largement, démocratiquement, avec tous les militants et les travailleurs qui cherchent une politique pour riposter. Dans cette période de crise qui s'approfondit et qui déstabilise les appareils, il nous faut développer les idées de la lutte de classe, à partir des exigences et des besoins du monde du travail.

Lors de la réunion avec Jean Pierre Delannoy le mercredi soir, ressortait le constat d'une situation inédite dans la CGT qui offre des possibilités de regrouper les courants lutte de classe, de les élargir et de renforcer les réseaux. De ce point

de vue, sa candidature a été un encouragement pour ceux qui voulaient contester la politique de la direction malgré la forte pression bureaucratique pour refuser de la mettre au vote alors qu'un congrès en a toute légitimité. Elle a contribué à souligner que les militantes et militants « lutte de classe » n'étaient pas de simple opposants à Thibault mais bien un courant défendant quotidiennement, dans la pratique, une autre orientation, la mettant en œuvre, cherchant à organiser les travailleurs sur les bases de la lutte et de la démocratie ouvrière.

La nécessité de se regrouper s'impose pour répondre aux besoins de la période, pas seulement pour les congrès, mais au quotidien, pour construire les convergences.

La convergence des luttes se construira à la base, en libérant les militants qui veulent en découdre du poids des appareils qui paralyse. En ce sens, le congrès ouvre une perspective, celle de faire vivre la démocratie la plus large, en s'adressant à la révolte et à la conscience de classe des exploités face à cette société capitaliste de plus en plus parasite.

Les travailleurs ne pourront se réapproprier leurs organisations syndicales qu'en faisant vivre la démocratie sans laquelle il n'est pas possible de contester le monopole de direction que s'octroie la bureaucratie.

Isabelle Larroquet, Alex Hourticq, Laurent Delage

[Au sommaire](#)